

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-Macron-lance-la-dissolution-d-un-groupe-antifasciste-lyonnais.html>



Le gouvernement Macron veut dissoudre un groupe antifasciste lyonnais !

- Les Articles -

Publication date: samedi 19 mars 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés



Le gouvernement Macron veut dissoudre un groupe antifasciste lyonnais ! L'Etat et le gouvernement tente d'étouffer toute révolte émancipatrice radicale, pour laisser le champ libre au totalitarisme économico-étatique

4 LE GOUVERNEMENT LANCE LA DISSOLUTION D'UN GROUPE ANTIFASCISTE LYONNAIS ! 4

- Le Groupe Antifasciste Lyon et Environs vient de recevoir une notification de dissolution -

Le scandale continue. Après avoir dissout des associations musulmanes, le gouvernement a essayé de s'attaquer à Nantes Révoltée, et vient de dissoudre des collectifs locaux de soutien à la Palestine. Aujourd'hui, c'est au tour du Groupe Antifasciste Lyon et Environ. Il est très clair que l'objectif de l'État français est d'anéantir tous les contre-pouvoirs existant dans les villes. Qu'il s'agisse d'associations, de médias indépendants, de groupes militants.

« Dissoudre les antifas et les antiracistes » est un vieux rêve des partis fascistes. Le gouvernement le réalise. Concernant le collectif Palestine Vaincra, le gouvernement les accuse de ne « pas avoir modéré les commentaires » publiés par des anonymes sur leur page Facebook, ou « d'appeler au boycott ». Des arguments dérisoires. Pour les antifascistes lyonnais, c'est le fait de relayer des appels à manifester qui est mis en cause. C'est extrêmement grave. Quiconque relaie un appel à lutter est désormais potentiellement visé par une procédure d'exception.

Ce gouvernement autoritaire n'a plus aucune limite. Réagissons avant qu'il ne soit trop tard, demain, c'est vous ! Le texte de nos camarades :

« Depuis décembre 2021, la préfecture fait peser sur notre groupe la menace d'une possible dissolution.

Ses fondements ? Le relais via les réseaux du groupe d'une vidéo du Lyon Antifa Fest montrant notamment des slogans anti-police lors d'un concert, puis quelques mois plus tard celui de l'appel du mouvement « Les Soulèvements de la terre » à assiéger Bayer-Monsanto le 5 mars à Lyon.

Darmanin a indiqué vouloir dissoudre le groupe, après avoir fait un signalement au ministère de la justice, et demandé aux services du ministère de l'intérieur d'entamer des investigations sur la GALE et le Lyon Antifa Fest.

Ce jeudi 17 mars des documents de déclenchement de la procédure de dissolution ont été notifiés à des individus considérés par la préfecture comme appartenant à notre groupe.

Depuis mercredi 16 mars, c'est un véritable dispositif de harcèlement qui s'est mis en place : des militant.e.s ont été

Le gouvernement Macron veut dissoudre un groupe antifasciste lyonnais !

suivi.e.s dans la rue jusqu'à leur domicile et leur travail, iels sont harcelé.e.s au téléphone par la police lyonnaise, venue sonner et tambouriner aux portes très tôt le matin et à plusieurs reprises dans la journée.

Nous ne sommes bien sûr pas surpris.e.s par cet acharnement, dans un contexte où le gouvernement ne se cache pas d'être en campagne de criminalisation des organisations que les médias qualifient « d'ultra gauche ». D'autres groupes politiques tels que le média Nantes Révoltée et plus récemment les associations Comité Action Palestine et le Collectif Palestine Vaincra sont également visés, voire même déjà dissous. N'oublions pas non plus la dissolution visant les associations musulmanes comme le CCIF.

C'est pour cette raison que nous avons toujours refusé d'alimenter les outils répressifs de l'état même s'il est utile de rappeler que la procédure de dissolution a historiquement été établie contre les ligues fascistes des années 30.

Cette dissolution ne nous fait pas peur. L'excitation de Darmanin à dissoudre tous les groupes dits d'« ultra-gauche » est un coup électoral pour attirer les électeurs de droite. C'est aussi un moyen de réprimer un mouvement d'ampleur qui se prépare face à un potentiel second quinquennat du gouvernement Macron qui s'apprête à poursuivre sa politique antisociale et raciste.

Cette procédure témoigne d'une double-méprise des gouvernants.

La première c'est de penser qu'en dissolvant des groupes on arrête des mouvements de contestation, qu'on arrête la pensée émancipatrice de se diffuser et la critique de se poursuivre. Au contraire, nous espérons que ces démarches politiciennes auront l'effet inverse. De fait, le procès des 7 antifascistes a eu pour seul effet de resserrer des liens déjà existants et de créer un mouvement de soutien d'ampleur. Cette répression est pour nous l'occasion de construire à nouveau un rapport de force et ce avec tout notre camp politique.

La seconde méprise c'est de penser que nos organisations reprennent les mêmes structures hiérarchiques que celles des institutions : que nous avons des bureaucrates, des chef.fe.s, des représentant.e.s et qu'en les déboutant et en les faisant taire ils annihilent les luttes. On a beau leur expliquer, ils ne comprennent pas ou peut-être pensent-ils qu'il est préférable de nous pousser dans la clandestinité ?

Par cette dissolution c'est l'autonomie lyonnaise qui est visée. Or c'est beaucoup donner à la GALE que de penser qu'elle représente tout un mouvement qui par essence est hétérogène, disparate et massif. Encore une fois, les fantasmes du gouvernement alimentent une répression sans précédent : la dissolution d'un groupe antifasciste.

Ceci est un appel à un soutien d'ampleur de la part de tous nos allié.e.s et des forces progressistes dans leur ensemble. Depuis quelques mois, notre camp social vit un basculement répressif, faire bloc est notre seule issue. On ne dissout pas la révolte qui gronde. À jamais antifasciste. »

(post Nantes Révoltée)

- **La page du collectif : Groupe Antifasciste Lyon et Environs**
 - [Source du communiqué](#)
 - **Une interview :**
<https://www.rue89lyon.fr/2022/03/18/une-procedure-de-dissolution-engagee-contre-le-groupe-antifasciste-lyon-et-environs>
-

Avant les élections, le pouvoir en place veut tenter d'effacer une part des zones de révolte les plus actives.

Mais cette répression s'inscrit dans un processus récurrent et plus large de tentative d'assimilation de toute contestation « de gauche » virulente à du (proto) terrorisme, ce qui justifie ensuite une répression accrue.

Le Pouvoir, l'Etat veut créer via ses flics et ses médias une équivalence entre d'un côté les groupes néo-fascistes, et de l'autre les anarchistes et autres révoltés radicaux qui luttent pour l'émancipation, la liberté et l'auto-organisation.

Il s'agit comme toujours de diviser, de faire peur, d'enfermer les contestataires « de gauche » dans des voies convenues, de laisser le champ libre aux structures dominantes et à leurs supplétifs.

Le gouvernement Macron veut dissoudre un groupe antifasciste lyonnais !

Ce sont les gouvernements, l'Etat et la police qu'il faudrait dissoudre, avec les structures du capitalisme. Ce sont eux les grands et pires terroristes, eux qui terrorisent, tuent la liberté et propagent le chaos et l'insécurité, eux qui ravagent, tuent et pillent, eux qui encouragent, préparent et mènent les guerres d'aujourd'hui et de demain.